



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 6 janvier 2024

2025 : la barbarie impérialiste ou le socialisme révolutionnaire !

Les « Bonne année, bonne santé » ont quelque goût amer en ces premiers jours de 2025. Les projecteurs des grands médias sont braqués sur les États-Unis, où le milliardaire Trump doit entrer en fonction, flanqué du milliardaire Elon Musk comme bras droit, de J.D. Vance, poulain du milliardaire d'extrême droite Peter Thiel, comme vice-président... À la tête de l'État le plus puissant du monde, qui attise une grande partie des conflits meurtriers de la planète, entre autres celui du Moyen-Orient par son soutien indéfectible au boucher Netanyahu, on a donc une mafia de PDG milliardaires !

Elon Musk mérite une mention spéciale : il se fait ouvertement le manager des extrêmes droites en Europe, en Allemagne, en Angleterre, en Italie ou en France. Il distribue ses bons points et son argent à des partis réactionnaires et xénophobes, qui cultivent le racisme et les divisions qui mènent aux guerres. Aux États-Unis, il se propose de couper 2 000 milliards de dollars dans le budget, ce qui va paupériser un peu plus les plus pauvres du pays ; il voudrait faire oublier les milliards que son entreprise SpaceX reçoit chaque année de la Nasa ou du Pentagone.

Au programme de ces gens-là : le démantèlement de tout ce qui peut freiner l'accumulation illimitée de leurs profits, la casse des droits des travailleurs et la destruction de tout ce qui reste de droits démocratiques et de libertés publiques sur cette planète.

En France aussi, fric et haine anti-immigrés

Aussi bien Bayrou flanqué de ses principaux ministres que Marine Le Pen ont fait le voyage à Mayotte, distante de 8000 kilomètres de l'Hexagone et 101^e département français, qui offre un concentré des crimes économiques, sociaux et politiques dont l'impérialisme français s'est rendu coupable depuis des décennies : acharnement pour séparer entre elles les îles de l'archipel des Comores, pour faire des Comoriens des étrangers sur leurs propres terres.

En particulier par des coups tordus d'une longue lignée de politiciens de droite et d'extrême droite (Marine Le Pen en est l'héritière), aidés de militaires

et de mercenaires. Et bien sûr sans offrir à la population les moyens d'une vie décente.

Le cyclone n'a ajouté que du désastre au désastre. Le plan de Bayrou, « Mayotte debout », est une sinistre blague. Le présent des habitants reste et restera très probablement la misère, les bidonvilles, la chasse aux migrants et l'érection de murs de haine.

Urgence, révolution !

Car le racisme et la haine secrétés par les gouvernements des plus grandes puissances, de Trump à Macron en passant par Poutine, ne sont pas que de dramatiques dérives. Ce sont des instruments de pouvoir. Ce sont des moyens de division des travailleurs et des peuples pour qu'aux milliards qu'ils sont sur la planète, ils ne se liguent pas contre la poignée de milliardaires qui les gouvernent : une révolution qui pourrait s'étendre comme une trainée de poudre.

Il n'a pas manqué ces derniers temps de mouvements de révolte des travailleurs et des plus pauvres. L'année 2024 a été marquée par des grèves massives aux États-Unis, chez Boeing, chez les dockers, dans l'automobile et la grande distribution ; des grèves en France ou en Allemagne contre les licenciements ; des révoltes de femmes ou de jeunes ailleurs. Ces mouvements expriment partout la conscience croissante qu'il faut en finir avec le capitalisme... à condition de sortir du « boîte par boîte » ou « pays par pays ».

C'est cet enfermement dans des frontières que les exploités et opprimés du monde entier doivent dépasser. C'est avec une perspective internationaliste qu'il nous faut nous organiser, pour agréger les colères et pour une révolution qu'il est temps de sérieusement préparer. L'avenir est à la lutte de classe internationale, c'est notre perspective pour 2025.

Courant alternatif

Un jour c'est oui, un jour c'est non : après avoir démantelé Renault et présenté la filiale Ampère comme la clé de la réussite, le soldat de Meo a encore changé son fusil d'épaule.

Dans un entretien récent à la presse, il promet que les coûts et les prix vont augmenter de 40% à cause... des réglementations européennes. De quoi enterrer d'avance tout projet de véhicule électrique un tant soit peu accessible. Ou alors c'est du bon vieux chantage patronal pour obtenir des subventions, moins de normes et faire plus de profits.

Les mauvais comptes font les vrais ennemis

La direction n'a pas digéré les débrayages qui ont rassemblé des centaines de salariés contre son accord triennal, y compris des cadres et ingénieurs qui vont se faire piquer des jours de congés.

Alors elle a décidé de retirer aux salariés au forfait-jours des heures de grève pour chaque débrayage. Rien de très étonnant apparemment. Sauf que la convention collective de la métallurgie prévoit très clairement qu'on ne peut leur faire de retenue sur salaire pour moins d'une demi-journée.

C'est donc un petit coup de pression aussi minable qu'illégal. Mais ça n'empêchera certainement pas les salariés de continuer à se battre pour défendre leurs intérêts.

Au royaume des aveugles...

Gilles Le Borgne a été nommé en décembre à l'Académie... Pas celle des Belles Lettres ou des Sciences, mais juste celle des technologies. Il prétend y apporter son expertise dans l'automobile. Le souvenir qu'il a laissé chez PSA et chez Renault, c'est surtout celle d'un mercenaire au service des actionnaires.

Et son domaine d'expertise c'était l'externalisation forcée des salariés dans des filiales créées juste pour cela, comme la tristement célèbre P2M.

Fondeurs pas chômeurs

Après des années de bras de fer pour maintenir les 300 emplois, la Fonderie de Bretagne était en passe d'être vendue à un groupe allemand. Mais le groupe Renault a finalement refusé de s'engager sur des commandes, alors qu'il est le principal client de cette fonderie du Morbihan. Et d'un trait de plume, il risque de condamner l'usine et ses salariés.

Tous ensemble, ouais... mais pas avec le MEDEF !

Les salariés de la Fonderie de Bretagne ont raison de protester et de chercher des soutiens face à la casse sociale orchestrée par les grands groupes (et parfois les équipementiers eux-mêmes). Encore faut-il cibler les vrais alliés et les faux amis... En effet, la CGT et le patron de l'usine ont envoyé ensemble une lettre à

Macron pour dénoncer la désindustrialisation. Et en plus de ce curieux attelage entre patron et syndicalistes, ils ont fait signer leur bafouille à des élus de tous bords, de LFI à LR en passant par les socialistes et les macronistes ! Le MEDEF et l'UIMM du Morbihan ont également signé, à côté de Sophie Binet de la CGT.

Les syndicalistes qui prétendent obtenir gain de cause auprès de Renault avec autant de serviteurs du patronat se plantent sur toute la ligne. Les vrais alliés, ce sont les salariés en lutte pour leurs emplois. Et en ce moment ça ne manque pas.

Mayotte : chasse aux bidonvilles ou aux pauvres ?

Sous prétexte de lutter contre les bidonvilles, les autorités viennent de limiter la vente de tôle aux professionnels et aux personnes pouvant présenter une carte d'identité et un justificatif de domicile. Un moyen de tenir à l'écart les sans-abris et les migrants en situation irrégulière.

Conséquence : ces derniers reconstruisent des bidonvilles encore plus précaires avec les moyens du bord, tôles abîmées, troncs d'arbres cassés, pierres, etc.

Syrie : le nouveau régime sous surveillance

Au cours des dernières semaines, les aviations américaine, britannique et française ont multiplié les frappes sur le territoire syrien alors que, de son côté, leur allié israélien pilonnait le sud du pays, détruisant 80 % des capacités militaires restantes du régime. Officiellement il s'agit d'affaiblir Daech, encore très présent sur place, et de l'empêcher de profiter de la chute d'Assad pour se renforcer.

Mais c'est surtout un avertissement au nouveau régime islamiste de Damas par des puissances impérialistes qui n'hésiteront pas à intervenir si elles estiment leurs intérêts menacés.

Un sacré coup de fourchette...

Le Conseil d'État a sommé Laurent Wauquiez de donner les noms des invités à un fastueux dîner organisé en juin 2022 pour environ 90 invités alors qu'il était président de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Il s'y pressait une cohorte de patrons de presse, de chefs d'entreprise et de célébrités. La facture s'était élevée à plus de 100 000 euros (soit plus de 11 100 euros par tête), le tout payé avec l'argent du contribuable. Il a tout mis en œuvre pour éviter la publication des détails de ce dîner depuis des mois.

Cadeau de départ

L'administration Biden a annoncé en décembre la vente pour 8 milliards de dollars de missiles, de bombes et d'obus à Israël. Trump a, pour sa part, promis son soutien à Netanyahu. Quelle que soit l'équipe dirigeante à la Maison-Blanche, aucune n'oublie les priorités de l'impérialisme américain et le soutien à la politique génocidaire.